

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°217
1^{er} octobre 2013

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Les représentants Front Unique sont intervenus au Conseil National des 24 et 25 septembre :

Contre l'orientation de coopération avec le gouvernement PS-Radicaux-Verts mise en œuvre par la direction de la FSU

Pour la rupture avec le gouvernement, pour le Front Uni des organisations syndicales en vue de bloquer son offensive réactionnaire (contre-réforme des retraites, budget, attaques programmées contre les statuts) en organisant l'affrontement avec lui.

Projet de contre-réforme des retraites, projet de budget 2014, ce CDFN s'est tenu au moment où le gouvernement mène une violente offensive contre les travailleurs et leur famille. Ceux de la fonction publique sont particulièrement visés, 9 milliards de coupes sont annoncées dans le budget 2014, alors que la rentrée se fait dans des conditions déplorables (asphyxie financière des universités, des milliers d'élèves sans professeurs, effets délétères de la contre-réforme des formations et de celle sur les « rythmes scolaires », précarisation du personnel etc.). Dans ce contexte à quoi a servi l'action du 10 septembre ?

L'ampleur dérisoire des manifestations ce jour-là a été soulignée par plusieurs intervenants de la direction de la FSU (tendance Action et tendance EE) mais en occultant les vraies raisons à savoir qu'elles n'offraient aucune perspective de combat réel contre le gouvernement pour bloquer son offensive. En effet les centrales syndicales y ont appelé non pas pour exiger le retrait de la contre-réforme des retraites mais pour « peser » sur ses choix. Loin de tourner le dos à cette orientation qui sème le découragement chez les travailleurs et renforce le gouvernement, la direction de la FSU s'est employée à justifier sa politique de « dialogue social » et à fermer toute issue.

Ainsi dans son rapport introductif B. Groison a expliqué : « Le gouvernement manque de perspective sociale et sociétale. (...) Il a fait le choix de favoriser les entreprises, cela peut se comprendre, mais c'est risqué, quand il n'y a pas de contrôle et quand on joue contre les services publics.... C'est le sens de l'adresse à Jean-Marc Ayrault, notamment à propos du budget. ». Y compris dans les termes [parler de « soutien aux entreprises » alors que c'est clairement un soutien aux patrons qui tirent leur profit de l'exploitation des travailleurs dans ces mêmes entreprises], c'est un soutien à peine critique (version Montebourg ?) à la politique du gouvernement de soumission au capitalisme français.

De ce point de vue, la direction de la FSU a pris l'habitude de donner la parole lors des CDFN à un « économiste », venu apporter son « éclairage » de la situation actuelle et des « solutions » qu'il faudrait y apporter. Ces économistes ont tous en commun d'opposer au « libéralisme », qui serait responsable de tous les méfaits de la crise, une bonne gestion du capitalisme, plus juste, plus humaine, plus écologique ... et plus durable ! Ils refusent de caractériser cette crise pour ce qu'elle est : une crise liée à la décadence du mode de production capitaliste et donc la nécessité d'en finir avec l'exploitation capitaliste et sa loi du profit. Notre représentant Benoit Linqué avait expliqué ce qu'il en était dans son intervention au CDFN du mois de mai (voir LL n° 214). Mais ces discours sont « des utopies utiles ! » comme l'a souligné Bernadette Groison. Utiles à quoi ? Si ce n'est pour justifier la politique de soumission au capitalisme des appareils du mouvement ouvrier, PS, PCF et dirigeants des organisations syndicales.

A partir de là, pour sa direction, la ligne de la FSU est toute tracée : il s'agit de revendiquer « un vrai débat », « un vrai débat de société », « un vrai débat sur la justice et ses métiers », un « vrai débat sur les

retraites » etc. De ce point de vue, la direction de la FSU avait une pointe de satisfaction à mettre à l'actif de la mobilisation du 10 septembre qu'« elle a réussi à mettre le débat sur les retraites sur la place publique ».

En fait, il s'agit de justifier la participation aux concertations (un « devoir » comme l'a dit Frédérique Rolet, dirigeante du SNES, à propos de la concertation sur les métiers, donc l'offensive contre les décrets de 50) que le gouvernement orchestre pour préparer toutes ses attaques contre les acquis des travailleurs. Concertations hier contre les retraites, demain contre les fonctionnaires à travers l'agenda de la fonction publique, et centrées maintenant ouvertement sur la remise en cause des statuts des enseignants (voir l'intervention de Yves Ankaoua – motion n°2). Il en est de même dans l'enseignement supérieur où il s'agit clairement d'augmenter la charge d'enseignement des Enseignants-Chercheurs par tous les moyens pour faire des économies, ou sur les risques « psycho-sociaux » vaste chantier mis en place sous le gouvernement Sarkozy avec la création des CHSCT en même temps qu'il instaurait la RGPP, ou encore sur la « dépendance » qui vise à écarter du droit à la sécurité sociale les vieux travailleurs qui ne peuvent plus vendre leur force de travail.

Dans ce contexte, difficile pour les travailleurs, Front Unique est intervenu sur les moyens qui permettraient d'engager le combat pour bloquer la déferlante d'attaques du gouvernement, en premier lieu celle sur les retraites (voir intervention générale et retraites). En effet comment croire qu'il serait possible de faire barrage au budget de guerre qui se prépare pour 2014 au lendemain d'une défaite que constituerait l'adoption de la contre-réforme des retraites par l'Assemblée nationale ? Il faut à ce propos souligner l'attitude du courant URIS, animé par le POI, au cours de ce CDFN. Après avoir présenté un amendement pour que la FSU exige le retrait de la contre-réforme des retraites, il l'a retiré parce que la direction a introduit dans son texte « Action » la demande de l'abandon de ce projet de loi pour « que soit mise en œuvre une autre réforme ».

Les courants U&A et EE qui dirigent la FSU se sont chargés eux-mêmes de démontrer que cette dernière formule n'a rien à voir avec l'exigence du retrait de ce projet de loi en votant contre l'amendement qui le demandait, finalement porté par le courant Emancipation. Les délégués d'URIS se sont alors abstenus signifiant par là leur abandon de ce mot d'ordre. Ils se soumettent comme toujours à l'orientation de la direction de la confédération FO, qui finalement a retiré le mot d'ordre d'appel à une manifestation à l'assemblée nationale votée pourtant par les instances ! Voici ce que signifient les déclarations de Lefebvre, représentant d'URIS, lorsqu'il dit qu'il faut aller « tranquillement » vers l'unité et le retrait...

Font Unique a présenté une troisième motion pour la levée de toutes les poursuites contre H. Mohammedain, militant ouvrier égyptien (voir l'intervention de J. Barathon et la motion n°3). Seul le courant U&A a voté contre cette motion suivant l'appel de la secrétaire générale de la FSU, sous le prétexte d'un manque d'information alors même que chacun peut voir la violence avec laquelle le général Sissi a imposé son pouvoir en Egypte.

Ce CDFN illustre les immenses difficultés auxquelles les travailleurs sont confrontés alors même que ce gouvernement entièrement soumis aux exigences du capital mène une politique ultra-réactionnaire contre eux. Comment les surmonter ? Répondre à cette question est au cœur des interventions des militants de Front Unique.

Intervention de Benoît Linqué dans le cadre du débat général

La large victoire de Merkel aux élections législatives est une excellente nouvelle pour la réaction en Europe : sa réélection va constituer pour tous les gouvernements à la solde du capital en crise un point d'appui en même temps qu'un aiguillon pour intensifier toujours plus leurs plans de guerre contre les acquis des travailleurs. Mais pour le gouvernement Hollande-Ayrault, le point d'appui décisif reste **celui apporté par le refus des directions syndicales d'engager le combat contre lui et sa politique.**

Appuyé sur ce refus, il avance grand pas sur le chemin de sa contre-réforme des retraites. Le 10 septembre n'était qu'un jalon supplémentaire dans un dispositif d'accompagnement de cette contre-réforme: preuve en est qu'avant le 10 septembre, les dirigeants syndicaux ont mis en avant les prétendus acquis de la concertation, en particulier le fameux compte épargne pénibilité. En réalité, ce dispositif constitue une brèche dans les droits collectifs en matière de retraites puisqu'il introduit la notion de retraite par points accumulés individuellement tout au long de la carrière. Et c'est au nom des pseudo avancées engrangées grâce à la concertation que l'ensemble des directions syndicales, FSU comprise, **ont soigneusement évité d'exiger le retrait du projet gouvernemental ce qui revenait à occulter la seule revendication à même de cristalliser**

la lutte des salariés contre ce nouveau coup porté à leurs retraites. Sur un terrain où les travailleurs ont déjà subi nombre de défaites, notamment en 2003 et 2010, l'absence de cette revendication et de toute perspective de combat explique la faiblesse de la mobilisation observée le 10 septembre

A sa façon, le gouvernement a tiré les leçons du 10 septembre. Dès le lendemain, il présentait les grandes lignes de son projet de budget pour 2014, en ajoutant 1 milliard de coupes supplémentaires par rapport à ce qui était initialement prévu. Ce seront finalement 15 milliards de coupes budgétaires, c'est historique : 6 milliards dans le budget de la sécurité sociale et 9 milliards dans le budget de l'Etat qui vont se traduire notamment par une accélération des suppressions des postes dans les ministères dits non prioritaires.

Il va de soi que si le gouvernement parvient à faire passer son offensive contre les retraites, la voie lui serait alors considérablement dégagée pour faire voter le budget 2014 dont certaines mesures découlent directement de la « réforme » des retraites, en particulier la hausse des cotisations salariales, la fiscalisation du bonus pour les retraités ayant eu 3 enfants et plus et l'exonération pour 2,5 milliards des cotisations patronales sur la branche famille, prélude à leur suppression intégrale, ce qui équivaldrait pour le patronat à un gain de 34 milliards et pour les salariés au pillage de leur salaire différé.

Cette politique violemment anti-ouvrière à un degré encore supérieur à celle de Sarkozy, et la campagne d'acharnement contre les Roms orchestrée par Valls font le jeu du FN et de sa propagande ultra-réactionnaire. Ce qu'il vient de se passer en Grèce montre quel degré de barbarie peut atteindre la réaction politique la plus noire. Pavlos Fyssas, militant anti-fasciste, a été mortellement poignardé au terme d'une attaque programmée par Aube dorée tout comme avait été programmé quelques jours auparavant le guet-apens tendu à des militants du Parti communiste grec. Cette stratégie de la terreur, d'abord tournée contre les immigrés, puis désormais de plus en plus contre les organisations ouvrières et leurs militants ne peut que s'amplifier, en relation avec le développement de la crise, et pas seulement en Grèce.

Bien sûr, la Grèce n'est pas la France, et Aube dorée n'est pas le FN, mais l'assassinat en plein Paris du jeune Clément Méric a constitué un avertissement chèrement payé. Pour éviter un scénario à la grecque, pour empêcher que toute une série de couches sociales ne se tournent vers les solutions radicales de l'extrême-droite, le devoir des dirigeants à la tête des organisations ouvrières, en particulier les directions syndicales, est de rompre avec leur politique de soutien au capitalisme qui déboussole et impuissante les travailleurs et de défendre face à la crise une réponse ouvrière en rupture avec la loi du profit, responsable de cette crise mondiale

Une telle perspective implique **d'affronter le gouvernement Hollande-Ayrault, gouvernement entièrement soumis aux exigences du capital** : c'est la condition pour tenter de bloquer sa déferlante d'attaques, en premier lieu celle sur les retraites. Sur cet objectif, dans une situation difficile, surtout après le 10 septembre, il est encore possible d'adopter une orientation qui mobilise de manière efficace les travailleurs. Comment ? Certainement pas comme le propose la direction de la CGT et à sa suite celle de la FSU en appelant à une semaine d'actions pour interpeller poliment, de manière citoyenne, les députés, y compris les députés UMP, pour les éclairer sur les méfaits du projet du gouvernement de manière à ce qu'ils l'améliorent. On nous rejoue là, le dispositif mis en place à propos de la loi flexibilité, dispositif dont chacun a pu apprécier l'efficacité auprès de députés PS qui depuis un an et demi couvrent en toute connaissance de cause la politique réactionnaire que mène le gouvernement. Que cette interpellation dans sa version FO soit organisée le 15 octobre sous forme d'« un rassemblement national devant l'Assemblée avec des délégations de chaque union départementale et fédération nationale » ne change rien sur le fond.

La vraie question, c'est celle des objectifs politiques poursuivis : peser sur la réforme du gouvernement ou bien en arracher le retrait ? L'avenir de nos retraites se jouant à l'Assemblée nationale, c'est effectivement là que doit être concentrée toute la force des travailleurs. Mais le projet de loi Hollande-Ayrault-Touraine étant réactionnaire sur toute la ligne, **c'est sur la revendication de son retrait pur et simple et dans l'objectif de contraindre la majorité PS-PCF à voter contre que les directions syndicales CGT-FO-FSU-SUD devraient, dans l'unité, appeler les travailleurs à manifester en masse devant l'Assemblée nationale.** Cette majorité n'a pas été élue pour approfondir les attaques de Sarkozy contre les retraites.

Voilà la base sur laquelle la direction de la FSU devrait s'adresser aux dirigeants des autres centrales syndicales, c'est l'orientation que défendra le courant Front Unique lors de ce CDFN.

L'organisation d'une telle manifestation créerait les conditions pour briser l'offensive gouvernementale dont la prochaine échéance est l'adoption du budget 2014, véritable budget de guerre contre les travailleurs et leurs familles.

Intervention de Marie-Claire Saint-Lager : pour le retrait de la contre-réforme des retraites

Beaucoup d'intervenants, à commencer par Bernadette Groison hier, ont souligné que la mobilisation sur les retraites le 10 septembre « *n'était pas au rendez-vous* »

On pourrait donc s'attendre à ce que l'une des priorités de la FSU et de sa direction soit de rectifier et de ré-axer son orientation.

Qu'en est-il ?

Ce matin Anne Féray a commencé son exposé sur les retraites par « *on a échappé aux horreurs du rapport Moreau* » (Ouf !), consacrant à peine 2 transparents de son PowerPoint à la contre-réforme de Hollande Ayrault !

Le texte « action » soumis au vote persiste à présenter la « *pénibilité* » comme une avancée demandant même son « *approfondissement* » alors qu'à l'évidence il s'agit d'un cheval de Troie pour introduire « *la retraite par points* », c'est-à-dire l'individualisation des retraites au détriment d'un droit collectif pour tous les travailleurs.

Cette contre-réforme va notamment se traduire immédiatement par une baisse du salaire direct à cause de l'augmentation des "cotisations ouvrières" et une baisse encore plus massive de sa part « *différée* » avec la suppression progressive des cotisations patronales de la "branche famille" : que les travailleurs vont devoir payer d'une manière ou d'une autre.

Le gouvernement a bien mérité le titre que lui a donné Libération : « *Hollande le président des patrons* » !

On nous propose maintenant d'« *investir le débat parlementaire* » pour, je cite Sébastien Sühr, « *convaincre et faire évoluer le projet de loi* ».

De quoi va-t-on convaincre les députés ? De pas grand-chose, ils ont déjà un tel tableau à leur actif : Loi d'orientation Peillon, loi Fioraso, loi de flexibilité qui défait le code du travail, soutien à l'intervention impérialiste au Mali etc.

La question est en fait de les contraindre, de contraindre les députés PS PCF à ne pas voter cette contre-réforme des retraites, car ils ont été élus par les travailleurs CONTRE l'ancienne majorité UMP non pas pour continuer et aggraver sa politique mais pour en finir avec elle.

C'est pourquoi ce qui est à l'ordre du jour c'est d'appeler à une manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour exiger le retrait de ce projet.

Serait ainsi ouverte une véritable perspective pour les travailleurs, celle de pouvoir utiliser leurs organisations syndicales pour ne pas subir cette crise dont ils ne sont pas responsables, de ne pas la payer par une régression sociale dont on commence juste à vivre les prémices comme l'indique ce qui se passe dans d'autres pays comme la Grèce.

Voilà ce que propose Front Unique.

Motion : Pour le retrait pur et simple du projet de contre-réforme des retraites !

Le projet de loi de réforme des retraites adopté par le conseil des ministres et qui va être soumis à l'Assemblée Nationale constitue une nouvelle offensive de destruction du droit à la retraite pour les travailleurs et de la sécurité sociale.

Dans le prolongement des lois Fillon, il prévoit un nouvel allongement de la durée des cotisations. Il programme à la fois une baisse du salaire direct *via* l'augmentation des "cotisations ouvrières" et du salaire « *différé* » avec la suppression progressive des cotisations patronales de la "branche famille" : 35 milliards par an de cadeaux aux patrons (contre 2,5 milliards environ d'augmentation de la part patronale des cotisations retraite dans le cadre de cette « *réforme* »), le basculement devant commencer dès le budget 2014.

C'est enfin à travers la mise en place de prétendues mesures pour la « *pénibilité* », l'introduction de la retraite par point et de l'individualisation des retraites.

Le CDFN de la FSU se prononce pour le retrait pur et simple de ce projet de loi.

Le CDFN s'adresse aux autres centrales syndicales pour appeler ensemble à une manifestation centrale à l'Assemblée Nationale au moment de la discussion de cette loi pour contraindre la majorité des députés élus par les travailleurs (PS et PCF) à voter CONTRE ce projet de loi.

Pour 4, contre 89, abstention 0, NPPV 29.

Intervention de Yves Ankaoua : En défense des statuts enseignants, boycott du groupe de travail sur les métiers enseignants) et présentation de la motion Front Unique

Pour le gouvernement Hollande-Ayrault, l'objectif du chantier sur les métiers enseignants, c'est la remise en cause des statuts enseignants et de leurs obligations de services. Pour les naïfs – et pour ceux qui feignent de l'être – nous citons dans notre motion, les propos tenus par Peillon à l'Assemblée nationale valant engagement auprès des députés UMP-UDI à engager cette attaque contre les statuts. Et pour éviter les échecs des gouvernements précédents, Peillon veut associer les représentants syndicaux dans le cadre du groupe de travail qu'il a convoqué.

Or F. Rolet (co-secrétaire du Snes – NDLR), a indiqué hier : « En boycottant ces groupes de travail, nous manquerions à notre devoir. »

Mais le premier devoir des représentants syndicaux, c'est d'assurer la défense intransigeante des acquis des personnels. Cela implique d'abord de refuser de cautionner l'offensive du gouvernement contre les statuts. Et pour commencer, le Cdfn de la FSU doit se prononcer pour le boycott de ce groupe de travail.

La FSU doit s'adresser à tous les syndicats concernés pour qu'ils adoptent cette position.

C'est ainsi que peut se constituer un front uni des syndicats enseignants pour mettre en échec le gouvernement dans ses attaques contre les statuts.

Motion : Pour la défense intransigeante des statuts enseignants et en particulier des décrets de 1950,

boycott du groupe de travail sur les métiers enseignants !

Au nom du gouvernement Hollande-Ayrault, V. Peillon a clairement indiqué quels étaient les objectifs du « chantier » sur les métiers enseignants. Aux députés UMP qui le pressaient, en mars à l'Assemblée nationale, de s'en prendre aux statuts enseignants et en particulier aux décrets de 1950, Peillon a répondu : « Vous dites qu'il faut faire évoluer le statut des enseignants et j'en suis d'accord puisque j'ouvre une très grande discussion sur ce sujet (...) pour faire avancer les choses. Je l'écris dans tous mes textes. J'ai écrit un livre avec Xavier Darcos pour le dire le premier. (...) La principale exigence si l'on veut réussir cette réforme, c'est d'entrer dans le débat par le thème des missions et non par le thème du statut comme on le fait en permanence. »

C'est donc bien la remise en cause des statuts enseignants et des obligations de service qui est à l'ordre du jour pour le gouvernement. Et fidèle à sa méthode, il voudrait associer les dirigeants syndicaux à ses projets en les faisant participer au groupe de travail sur les métiers enseignants.

Au contraire, pour la défense intransigeante des personnels enseignants, de leurs statuts et en particulier des décrets de 1950, le Cdfn de la FSU décide le boycott du groupe de travail sur les métiers enseignants et s'adresse à toutes les directions des syndicats concernés pour qu'elles adoptent la même position. C'est ainsi que peut se réaliser le front uni des syndicats enseignants pour faire échouer l'offensive gouvernementale contre les statuts.

Pour 9, contre 94, abstention 1, NPPV 22

Intervention de Julien Barathon : Pour que la FSU se prononce contre la répression des militants ouvriers en Egypte, et en particulier pour la levée de l'inculpation d'Haitham Mohammedain, dirigeant des Socialistes Révolutionnaires.

Le 5 septembre Haitham Mohammedain a été arrêté par la junte militaire dirigée par le général Al Sissi. Haitham Mohammedain est un avocat du travail proche de l'EFITU, la confédération indépendante des syndicats, et il est membre de la direction des Socialistes révolutionnaires.

Il a été relâché mais a été inculpé pour des raisons politiques :

- "tentative de changer le gouvernement par des moyens terroristes"

- "pour avoir créé et dirigé les Socialistes Révolutionnaires qui fait de la propagande pour imposer la domination d'une classe sociale spécifique sur l'ensemble de la société et renverser l'ordre social de l'Etat."

Ces accusations sont portées par des putschistes un mois à peine après leur coup d'Etat, et les représentants d'une caste qui dirige l'Egypte depuis 1952 !

En réalité la junte a entamé une offensive contre les travailleurs et le mouvement révolutionnaire d'Egypte. Le premier acte en a été la libération de Moubarak pour des motifs de santé... puis la répression de la grève du 13 août à l'aciérie de Suez.

Si Haitham Mohammedain a été inculpé c'est que les Socialistes Révolutionnaires, sans soutenir le gouvernement Morsi, n'ont pas non plus soutenu le coup d'Etat.

C'est le devoir de la FSU que de marquer sa solidarité avec ce camarade, et à travers son cas de manifester sa solidarité avec les travailleurs égyptiens. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de s'adresser à l'ambassade d'Egypte pour la levée des accusations contre Haitham Mohammedain.

Motion pour la levée de toutes les poursuites contre Haitham Mohammedain

L'avocat égyptien du travail Haitham Mohammedain a été arrêté le 5 septembre puis relâché après 48 heures. Il a été néanmoins inculpé par la junte militaire dirigée par le général Al Sissi, selon différents motifs politiques.

Défenseur des travailleurs, proche de l'EFITU, et membre de la direction des Socialistes Révolutionnaires, parti qui a condamné tant le gouvernement Morsi et les Frères musulmans que le coup d'Etat militaire. Mohammedain est accusé de :

«- (...) *tentative de changer le gouvernement par des moyens terroristes ;*

- incitation et participation à la destruction de biens, de services et d'institutions étatiques dans le but de nuire à la Nation ;

- pour avoir créé et dirigé les Socialistes Révolutionnaires qui fait de la propagande pour imposer la domination d'une classe sociale spécifique sur l'ensemble de la société et renverser l'ordre social de l'Etat. »

Ces accusations sont portées par des putschistes, utilisant la législation du régime de Moubarak, Sadate et Nasser inspirée de l'arsenal légal fasciste italien.

A travers le cas de Mohammedain, comme à travers celui des grévistes de Suez réquisitionnés le 13 août, le gouvernement militaire cherche à briser la volonté populaire et faire refluer les travailleurs qui ont participé à la révolution égyptienne.

Le CDFN de la FSU se prononce donc pour la levée de toutes les poursuites contre Haitham Mohammedain et adresse cette exigence à l'ambassade d'Egypte.

Pour 28, contre 70, abstention 3, NPPV 23

Il faut noter que Bernadette Groison a jugé nécessaire de monter personnellement à la tribune pour appeler à voter contre. "Nous n'en avons pas discuté. Il n'est pas sûr que nous soyons d'accord sur l'Egypte". Elle a ainsi indiqué le camp dans lequel se rangeait l'appareil de la FSU : celui de la répression contre le mouvement ouvrier de la dictature militaire.

www.frontunique.com - Front Unique, 46, rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd. - mel@frontunique.com